**Communiqué de presse**

**André MOLINO, Claude JORDA, Jean-Marc COPPOLA, Marc POGGIALE**

**Changeons de politique pour investir dans l’Hôpital public**

Militants et élus du PCF/FDG étaient présents **ce matin 12 avril,** aux entrées de l’hôpital Nord à la rencontre des personnels et des usagers pour :

* affirmer une nouvelle fois leur attachement à l’hôpital public
* soutenir les professionnels de santé qui tirent le signal d’alarme quant aux moyens à leur disposition pour exercer efficacement leur métier

Les rencontres confirment que la population reste très attachée à l’hôpital public et exprime son inquiétude quant à la dégradation de ce Service Public indispensable, du fait du manque de moyens (personnels, investissements...)

Cela vient contredire ce que disent le gouvernement et les candidats libéraux à la Présidentielle : « *l’hôpital public est trop cher, trop cloisonné, pas efficace…il y a trop d’hôpitaux* »

Au contraire la Fédération Hospitalière de France, a affirmé : « *l’hôpital public n’a jamais été autant sous pression* ». Résultat des logiques d’austérité que l’on retrouve sous le vocable de « *la maîtrise de dépenses de santé* »

Les « réformes hospitalières » se sont succédées concernant le financement des hôpitaux, leur mode de gestion et de fonctionnement : *les ordonnances Juppé, la loi Douste-Blazy, la loi HPST et enfin la loi dite « de modernisation de notre système de santé », avec la mise en place autoritaire de 135 Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) qui effacerait* les quelque 1000 hôpitaux publics sur le territoire national

Après la tarification à l’activité (T2A), c’est le démantèlement du système hospitalier qui est visé. Les GHT s’inscrivent dans un rythme accéléré de baisse des dépenses assurance-maladie; en atteste les 1,7 MM€ d’économies pour les hôpitaux sur un total de 3,5 MM€ en 2017, 3ème année du Pacte de responsabilité

L’Agence Régionale de Santé (ARS) PACA décide en catimini, laissant l’immense majorité des soignants, des médecins et des personnels techniques et administratifs dans l’ignorance totale. Un déni de démocratie y compris vis-à-vis des élus locaux, une remise en cause de la proximité, une finalité financière.

**Les Groupements Hospitaliers de Territoire sont une REFONTE globale de l’OFFRE de SANTE qu’il faut COMBATTRE**

C’est pourquoi nous étions présents ce matin pour affirmer une position citoyenne et politique : « *celle de la défense de l’hôpital public et du refus de son démantèlement* ». L’Hôpital ne peut pas être considéré comme une entreprise et n’a pas vocation à être rentable.

Les attentes de la population, des professionnel-e-s de santé nous invitent à mettre en chantier un véritable projet politique.

**Une médecine publique de qualité qui est un choix de société qui passe par :**

* Revivifier les missions de Service Public, en questionnant la place l’hospitalisation dans l’évolution des soins,
* Repenser de véritables coopérations inter-hospitalières sur la base de la continuité des soins,
* Replacer l’hôpital de proximité dans un maillage de service de santé publique de proximité, avec un réseau de centres de santé…

Avec notre candidat à la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, nous soutenons les mobilisations des professionnels de santé de l’AP-HM et particulièrement de l’Hôpital Nord et nous sommes force de propositions :

* arrêt des regroupements / restructurations en cours et toute fermeture d’établissement et/ou services comme à l’œuvre à l’AP-HM
* exiger un plan national d’embauche, de titularisation, de formation, de réorganisation des services dans une ampleur exceptionnelle
* exiger un plan de sauvegarde budgétaire des hôpitaux, l’effacement de la dette et un plan de sortie de tous les emprunts toxiques

Marseille, le 12 avril 2017